



Le Journal du Jura
2501 Bienne
032/ 321 90 00
www.journaldujura.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 10'762
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 375.19
Abo-Nr.: 1074128
Seite: 4
Fläche: 37'365 mm²

HES BERNOISE La commission spéciale du Grand Conseil dit oui au Campus, mais...

Un verre à moitié plein?

VIVIAN BOLOGNA

«Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein?», s'interroge Erich Fehr. Le maire de Bienne réagit ainsi au redimensionnement du Campus Bienne que propose la commission du Grand Conseil chargée de donner son avis sur la réorganisation de la HES bernoise. La version du Conseil exécutif faisait en effet la part belle à une concentration à Bienne et à Berne de la HESB, éparpillée aujourd'hui sur 26 sites.

Réunie une quatrième fois hier, la commission s'est prononcée en faveur de la procédure par étapes proposée par le gouvernement. A une courte majorité, elle préconise lors d'une première étape de concentrer les départements Technique et informatique à Bienne, comme le prévoyait le rapport du Conseil exécutif divulgué en février 2011. Mais contrairement à celui-ci, elle n'est pas favorable au regroupement dans la capitale seelandaise des départements Architecture, construction et bois. «Mais globalement, la position de la commission est favorable au site biennois, car le Campus est considéré comme nécessaire», considère son vice-président Matthias Burkhalter.

Aux yeux de la commission spéciale, le Conseil exécutif doit maintenant étudier à nouveau de manière approfondie la question de la localisation des départements restants. Cet examen devra tenir compte en particulier des aspects de politique régio-

nale, de politique économique et de politique de formation. La commission a été sensible à la mobilisation des régions périphériques désireuses de maintenir une partie de la HES à Berthoud. «Il faudra autant que possible tenir compte des bâtiments restants appartenant au canton dans la future structure de la HESB. Les sites de Berthoud et de Bienne doivent être examinés de manière équivalente», souligne la commission dans un communiqué diffusé hier soir.

Le lobbying continue

En guise de mesure destinée à créer la confiance, des groupes d'accompagnement formés des principaux représentants des régions devront être constitués pour les trois sites (Berne, Berthoud et Bienne).

Erich Fehr estime que «le fait que la commission approuve l'idée du Campus Technique et informatique est une bonne nouvelle, mais ce n'est pas le vrai Campus. D'un point de vue de la politique de formation, c'est une demi-décision. Si on veut une HES compétitive qui puisse former la main-d'œuvre spécialisée pour le tissu industriel de tout le canton, alors cela ne fait pas beaucoup de sens de ne pas concentrer aussi les départements Architecture, construction et bois sur le site biennois.»

Selon le maire, la position de la commission vise peut-être à rappeler au Conseil exécutif qu'il est important que Berthoud ne perde pas tout: «D'ici à la session de mars, peut-être le Gouvernement

bernois aura trouvé une solution – en proposant à Berthoud de lâcher ce qu'elle a, tout en obtenant d'autres départements de la HES, ou en implantant d'autres formations dans l'Emmental – pour éviter des blocages au Grand Conseil.»

Le maire et Campus Biel/Bienne vont activer leur réseau ces prochains jours pour poursuivre leur travail de lobbying en vue de la session du mois de mars du Grand Conseil, qui se penchera alors sur le rapport du gouvernement concernant la réorganisation de la HES. ●

www.journaldujura.ch

Retrouvez notre dossier concernant la réorganisation de la HES bernoise sur notre site internet.

Datum: 04.02.2012

LE JOURNAL

DEPUIS 1863

DU JURA



Berner Fachhochschule
Haute école spécialisée bernoise

Le Journal du Jura
2501 Bienne
032/ 321 90 00
www.journaldujura.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 10'762
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 375.19
Abo-Nr.: 1074128
Seite: 4
Fläche: 37'365 mm²



Membre de Campus Biel/Bienne, Fredy Sidler, Beat Cattaruzza et Sibylle Thomke vont poursuivre leur lobbying. ARCHIVES